REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

JUGEMENT
COMMERCIAL N°008 du
11 Janvier 2023

CONTRADICTOIRE

AFFAIRE :

HABIBOU ALI BARMINI
(Me YAHAYA ABDOU
SCPA PROBITAS)

c/

SETPOT SARL

(Me ABDOU LEKO
ABOUBACAR)

ACTION : EN PAIEMENT

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 11 JANVIER 2023

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du 11 Janvier 2023, statuant en matière commerciale tenue par Monsieur **ALI GALI, Juge au Tribunal, Président**, en présence des Messieurs **IBBA A. IBRAHIM et SAHABI YAGI**, tous deux juges consulaires avec voix délibératives, avec l'assistance de **Maître Mme Moustapha Aissa Maman Mori, Greffière**, a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE

Habibou Ali Barmini, né vers 1983 à Kamaraye (Doutchi), aide électricien à l'Entreprise d'Aménagement Urbain et Ruraux (SAUR SARL), de Nationalité Nigérienne, domicilié à Niamey, assisté de Maître Yahaya ABDOU, Avocat à la Cour, BP : 10156 Niamey, Tel : 96.88.03.00, SCPA PROBITAS à l'étude de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites ;

DEMANDEUR

D'UNE PART

ET

L'Entreprise SERVICE A TOUS ET POUR TOUS (SETPOT) dont le siège social est à Niamey, quartier Lamordé, prise en la personne de son Gérant Habibou Moussa, assisté de Maître Abdou Léko ABOUBACAR, Avocat à la Cour, en l'étude de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites;

DEFENDEURS

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Vu l'échec de la tentative de conciliation ;
Où les parties en leurs prétentions et moyens ;
Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

I. FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par exploit de Maître Rachida Moutari, Huissier de Justice près le Tribunal de Grande instance Hors Classe de Niamey, du 25 Octobre 2022, Habibou Ali Barmini, né vers 1983 à Kamaraye (Doutchi), aide électricien à l'Entreprise d'Aménagement Urbain et Ruraux (SAUR SARL), de Nationalité Nigérienne, domicilié à Niamey, assisté de Maître Yahaya ABDOU, Avocat à la Cour, BP : 10156 Niamey, Tel : 96.88.03.00, SCPA PROBITAS à l'étude de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites a fait assigner L'Entreprise SERVICE A TOUS ET POUR TOUS (SETPOT) dont le siège social est à Niamey, quartier Lamordé, prise en la personne de son Gérant Habibou Moussa, assisté de Maître Abdou Léko ABOUBACAR, Avocat à la Cour, en l'étude de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites devant le Tribunal de commerce de Niamey à l'effet de :

En la forme

- ✓ De se déclarer compétent ;
- ✓ Déclarer recevable son assignation ;

Au fond

- ✓ La déclarer fondée et en conséquence :
- ✓ Sur la base des dispositions des articles 1134 et 1184 alinéa 1^{er} et 4 du code civil, condamner SETPOT à lui payer les sommes de 2.653.940 F CFA au titre du trop-perçu et 3.000.000 F CFA au titre du mandat de représentation ;
- ✓ Sur la base des articles 15, 16 du code de procédure civile et 1382 du code civil, condamner SETPOT à lui payer la somme de 25.000.000 F CFA à titre de dommages-intérêts pour dénonciation calomnieuse;
- ✓ Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir nonobstant toutes voies de recours et sans caution ;
- ✓ Condamner la requise aux entiers dépens ;

Habibou Ali Barmini expose à l'appui de sa requête que le 06/10/2020, SAUR SARL avait signé un contrat de sous-traitance avec SETPOT SARL pour la construction de lignes électriques dans la ville de Madaoua dans le cadre du Projet PEPERN pour un délai d'exécution d'un (01) mois moyennant un prix de 16.650.000 F CFA. Il ajoutait qu'en tant représentant de SETPOT, bien qu'il a, de bonne foi envoyé les versements reçus par SAUR, soit entre les mains du Gérant de SETPOT, soit entre celles des ouvriers, tout en prenant la précaution de conserver les reçus, la SETPOT qui, par mauvaise foi ne payait pas les prestataires qu'elle a engagés et a accusé un retard dans l'exécution du marché. C'est ainsi qu'en Février 2021, sur plainte de Habibou Moussa, il a été interpellé et gardé à vue à la Gendarmerie de Niamey où Boukari Barmo Abdoul Aziz, afin d'obtenir sa libération avait fait un versement partiel de 400.000 F CFA avant de promettre de payer le reliquat par échéances.

Par la suite, sur la base de cette fausse créance, Habibou Moussa a saisi le

compte bancaire de Boukari Barmo et l'avait assigné devant le Tribunal d'Arrondissement Communal Niamey IV pour réclamer le paiement de la somme de 1.602.000 F CFA qu'il prétendait qu'il lui doit dans le cadre de l'exécution d'un contrat de prestation de service qui les a réunis.

Réunissant les preuves de la remise des sommes de 10.439.360 F CFA et 3.388.091 F CFA respectivement entre les mains de Habibou Moussa et des manœuvres et devant le refus de SETPOT de remplir ses obligations, il a assigné ce dernier d'abord devant le Tribunal d'Arrondissement Communal Niamey V avant de demander la radiation de la procédure compte tenu du quantum de la créance pour l'assigner devant le Tribunal de céans. Pour ce faire, il a d'abord sollicité les services d'un expert qui, après investigation et audition du Chef de chantier a évalué le coût des travaux à la somme de 8.274.500 F CFA alors que la SETPOT a reçu un montant de 10.928.440 F CFA, d'où la SETPOT doit lui rembourser la somme de 2.653.940 F CFA en plus de celle de 3.000.000 F CFA correspondant dans le cadre de la représentation de cette dernière.

Il conclut que le classement sans suite de la plainte de la SETPOT contre lui rend aussi cette dernière fautive de dénonciation calomnieuse.

C'est pourquoi, en se fondant sur les dispositions ci-dessus visées, le requérant sollicite du Tribunal de céans de faire droit à sa demande.

Par conclusions responsives du 25/11/2022, Me Abou Léko ABOUBACAR, alors conseil constitué pour la défense des intérêts de l'Entreprise Service A Tous Et Pour Tous (SETPOT) demande au Tribunal de :

Au principal :

✓ De se dessaisir d'office au Profit du Tribunal d'Arrondissement Communal Niamey 5 pour litispendance et connexité;

Au subsidiaire :

✓ De se déclarer incompetent au profit du Tribunal d'Arrondissement Communal Niamey 5 ;

Très subsidiairement :

✓ De déclarer irrecevable l'action de Habibou Ali pour défaut de qualité ;

Très subsidiairement au fond :

✓ De rejeter purement et simplement les demandes, fins et conclusions du sieur Habibou Ali comme étant mal fondées ;

✓ Le condamner à titre reconventionnel à payer SETPOT la somme de 15.000.000 F CFA ;

✓ Le condamner aux entiers dépens.

Au soutien de ses conclusions, pour demander le dessaisissement du Tribunal de céans, ce conseil s'appuie sur les dispositions de l'article 123 du code de procédure civile au motif que le requérant a déjà saisi le Tribunal d'Arrondissement Communal Niamey V par acte d'Huissier du 23/03/2022, que l'affaire est renvoyée à l'audience du 31/01/2023 et qu'il a parallèlement saisi la justice de ce siège le 25/10/2022 pour les mêmes demandes.

Il invoque ensuite l'incompétence du Tribunal de commerce de Niamey parce que la demande principale est de 2.653.940 F CFA, plus des demandes incidentes de 3.000.000 F et 25.000.000 F CFA alors que cette demande reste la compétence du Tribunal d'Arrondissement Communal Niamey, conformément à l'article 87

nouveau de la loi n°2018-37 du 1^{er} Juin 2018 fixant l'organisation et la compétence des juridictions en République du Niger.

Relativement au défaut de qualité, il fait valoir les dispositions de l'article 139 du code de procédure civile au motif que Habibou Ali est un tiers au contrat de sous-traitance du 06/10/2020 signé entre l'entreprise SAUR et SETPOT.

Quant au rejet de la demande de Habibou Ali, il soutient que c'est plutôt ce dernier qui doit la somme de 1.268.640 F à l'Entreprise SETPOT qui lui a envoyé la somme de 10.453.360 F CFA alors qu'elle a dépensé 11.722.000 F CFA pour l'exécution du contrat qui l'unissait à l'Entreprise SAUR portant sur 16.450.000 F CFA.

Enfin, Me Abdou Léko ABOUBACAR invoque les dispositions des articles 1 et 5 du code de procédure civile pour justifier sa demande reconventionnelle car le requérant a attiré l'Entreprise SETPOT de juridiction en juridiction pour une action totalement infondée et purement vexatoire.

Suivant conclusions responsives non datées, Maître Yahaya ABDOU réagit aux conclusions de la défense demande le rejet de la demande de dessaisissement du Tribunal de commerce en soutenant que, contrairement à l'article 123 du code de procédure civile invoqué par Me Abou Léko Aboubacar, la juridiction de céans est compétente sur la base de l'article 124 du même code car elle est une juridiction de rang supérieur au Tribunal d'Arrondissement Communal Niamey V précédemment saisi et auprès duquel il a demandé par courrier du 25/10/2022 la radiation du dossier y pendant compte tenu du quantum de la demande.

Ensuite, il ajoute qu'en application des dispositions de l'article 87 nouveau de la loi n°2020-061 du 25/11/2020, le requérant a formulé dans son assignation trois chefs de demande portant sur trois points de litiges différents dont le cumul dépasse largement le seuil de 3.000.000 F CFA fixé par la loi. Il précise aussi que conformément aux articles 864 et 867 de l'Acte Uniforme sur les Sociétés Commerciales il a été créée une société de fait entre les parties dans la mesure où, SETPOT a avoué que c'est Barmini qui l'a introduite auprès de SAUR et c'est lui qui a discuté et signé le contrat à la demande de SETPOT qui a approché Barmini et que l'existence de cette société peut être prouvée par tout moyen.

Il enchérit qu'en vertu de l'article 12 du code de procédure civile, l'assignation est parfaitement recevable car Habibou Ali Barmini a pour mission de garantir la bonne exécution du marché a dû mettre ses fonds propres de 2.653.940 F CFA qu'il a ajoutés aux 16.650.000 F CFA qu'il a reçu de SAUR pour finaliser les travaux et a représenté de manière déterminante la SETPOT tout au long du processus.

C'est pourquoi, en raison du bien-fondé de sa demande, le requérant demande le remboursement du trop-perçu car SETPOT a elle-même reconnu avant de réclamer la condamnation de la SETPOT à dédommager le requérant de ses 3.000.000 F CFA au titre de la représentation et de la société de fait et 25.000.000 F CFA pour dénonciation calomnieuse et ce, sur le fondement des articles 1382 du code civil et 15 du code de procédure civile.

Par ordonnance du 20 Décembre 2022, l'instruction de l'affaire a été clôturée par son renvoi à l'audience contentieuse du 28/12/2022, date à laquelle elle a été retenue et mise en délibéré pour le 11 Janvier 2023.

A l'audience du 28/12/2022, Me Yahaya ABDOU et Me Abdou Léo ABOUBACAR réitèrent l'essentiel des prétentions contenues dans leurs pièces versées au dossier ;

II. **MOTIFS DE LA DECISION**

A. EN LA FORME.

1. Sur l'exception d'incompétence du Tribunal de céans

Attendu que Maître Abdou Léo ABOUBACAR, alors conseil constitué pour la défense des intérêts de l'Entreprise Service A Tous Et Pour Tous (SETPOT) soulève en la forme et IN LIMINE LITIS l'incompétence du tribunal de commerce de Niamey parce que la demande principale est de 2.653.940 F CFA, plus des demandes incidentes de 3.000.000 F et 25.000.000 F CFA alors que cette demande reste la compétence du Tribunal d'Arrondissement Communal Niamey V conformément à l'article 87 nouveau de la loi n°2018-37 du 1^{er} Juin 2018 fixant l'organisation et la compétence des juridictions en République du Niger :

Attendu que pour étayer ses prétentions, il invoque les dispositions de l'article 87 nouveau de la loi n° 2020-061 du 25/11/2020 modifiant et complétant la loi 2018-37 du 1^{er}/06/2018, fixant l'organisation et la compétence des juridictions en République du Niger ;

Qu'il plaide ainsi que la demande principale contenue dans l'assignation du 25/10/2022 est de 2.653.940 F CFA, plus des demandes incidentes de 3.000.000 F CFA et 25.000.000 F CFA de dommages-intérêts ;

Qu'en s'appuyant sur le principe en vertu duquel « l'accessoire suit le principal », il conclut en demandant au Tribunal de céans de se déclarer incompétent au profit du Tribunal d'Arrondissement Communal Niamey V car la demande principale est inférieure à 3.000.000 F CFA ;

Attendu que Me Yahaya ABDOU rétorque sur la base de l'article 97 du code de procédure civile que le requérant a formulé dans son assignation ci-dessus trois chefs de demande portant sur trois points de litiges différents dont le cumul dépasse largement le seuil de 3.000.000 F CFA fixé par la loi ;

Attendu qu'aux termes de l'article 87 nouveau de la loi n° 2020-061 du 25/11/2020 susvisé : « En matière commerciale, les tribunaux d'Instance et les Tribunaux d'Arrondissement connaissent de toutes les actions purement personnelles ou mobilières, à l'égard de toutes personnes, lorsque la valeur du litige n'excède pas trois millions (3.000.000) francs » ;

Attendu cependant que l'article 38 alinéa 2 du code de procédure civile dispose que : « lorsque les prétentions réunies sont fondées sur les mêmes faits ou sont connexes, le taux du ressort est déterminé par valeur totale de ces prétentions » ;

Attendu qu'il ressort de l'assignation du 25/10/2022 que le requérant a juste demandé au fond, sur le fondement des articles 1134 et 1384 alinéas 1 et 4 du code civil, la condamnation de la SETPOT à lui payer les sommes de 2.653.940 F CFA à titre du trop-perçu, 3.000.000 F CFA au titre du mandat de représentation et 25.000.000 F CFA de dommages-intérêts pour dénonciation calomnieuse ;

Attendu qu'il en résulte que la valeur totale de ces prétentions fait 30.653.940 F CFA ; Qu'en application de l'article 38 alinéa 2 du code de procédure civile ci-dessus cité, ce montant est nettement supérieur au taux de compétence des Tribunaux d'Arrondissement Communaux ;

Attendu qu'au regard des développements ci-dessus, il convient dès de rejeter l'exception d'incompétence du tribunal de céans soulevée par Me Abdou Léko ABOUBACAR comme étant mal fondée et de se déclarer compétent ;

2. Sur le dessaisissement pour litispendance et connexité

Attendu que Me Abdou Léko ABOUBACAR, alors conseil de la défenderesse demande au principal au Tribunal de céans de se dessaisir d'office au Profit du Tribunal d'Arrondissement Communal Niamey 5 pour litispendance et connexité;

Que pour étayer ses prétentions, il s'appuie sur les dispositions de l'article 123 du code de procédure civile au motif que le requérant a déjà saisi le Tribunal d'Arrondissement Communal Niamey V par acte d'Huissier du 23/03/2022 ; Que l'affaire est renvoyée à l'audience du 31/01/2023 et qu'il a parallèlement saisi la justice de ce siège le 25/10/2022 pour les mêmes demandes.

Attendu qu'aux termes de l'article 123 du code de procédure civile : « s'il a été formé précédemment devant un autre tribunal une demande ayant le même objet, ou si la contestation est connexe à une cause déjà pendante devant un autre tribunal, la juridiction saisie en second lieu doit se dessaisir au profit de l'autre, soit d'office, soit à la demande de l'une des parties. Il y a litispendance dans le premier cas, connexité dans le second. » ;

Attendu qu'à cet effet, il a été versé aux pièces de la procédure, une attestation de procédure du 23/11/2022 aux termes de laquelle la Greffière en chef du Tribunal d'Arrondissement Communal Niamey 5 atteste que l'affaire Habibou Ali c/ Entreprise Service à tous et pour tous (SETPOT) a été appelée à l'audience du 25/10/2022 puis renvoyée à l'audience du 31/01/2023 pour le demandeur ;

Mais attendu que l'article 124 dudit code dispose que: « lorsque les juridictions saisies ne sont pas de même degré, l'exception de litispendance ou de connexité ne peut être soulevée que devant la juridiction du degré inférieur. » ;

Qu'il s'ensuit que bien que les Tribunaux d'Arrondissement Communaux de Niamey et le tribunal de commerce de Niamey sont des juridictions du 1^{er} degré, à partir du moment où le tribunal de commerce est une juridiction spécialisée qui connaît un taux de ressort qui échappe à la compétence des Tribunaux d'Arrondissement Communaux, il convient de conclure qu'il d'un degré supérieur aux Tribunaux d'Arrondissement Communaux ;

Qu'en définitive, il y a lieu de rejeter l'exception de litispendance et de connexité soulevée par Me Abdou Léko ABOUBCAR ;

3. Sur la recevabilité de la demande de Habibou Ali Barmini

Attendu que Me Abdou Léko ABOUBACAR sollicite du tribunal de déclarer irrecevable l'action de Habibou Ali Barmini pour défaut de qualité ;

Qu'en citant les dispositions de l'article 139 du code de procédure civile, il prétend que l'intéressé est un tiers au contrat de sous-traitance du 06/10/2020

conclu entre la Société d'Aménagements Urbains et Ruraux (SAUR) et l'Entreprise Service A Tous Et Pour Tous (SETPOT) ; Qu'il postule que c'est frauduleusement que Habibou Ali a représenté la SETPOT lors de la signature dudit contrat dans la mesure où il n'a pas reçu l'autorisation véritable de Habibou Moussa, alors gérant de la SETPOT ;

Attendu que selon l'article 139 du code de procédure civile : « constitue une fin de non-recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande sans examen au fond, pour défaut du droit d'agir tels le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, l'expiration d'un délai préfix, la chose jugée. » ;

Attendu que Me Yahaya ABDOU réplique qu'en vertu de l'article 12 du code de procédure civile, l'assignation est parfaitement recevable, car Habibou Ali Barmini a pour mission de garantir la bonne exécution du marché et a représenté de manière déterminante la SETPOT tout au long du processus ;

Qu'il enchérit aussi que conformément aux articles 864 et 867 de l'Acte Uniforme sur les Sociétés Commerciales il a été créée une société de fait entre les parties dans la mesure où SETPOT a avoué que c'est Barmini qui l'a introduite auprès de SAUR et c'est lui qui a discuté et signé le contrat à la demande de SETPOT qui a approché Barmini et que l'existence de cette société peut être prouvée par tout moyen ;

Attendu que l'article 12 de ce code dispose que : « L'action est ouverte à tous ceux qui ont un intérêt légitime au succès ou au rejet d'une prétention, sous réserve des cas dans lesquels la loi attribue le droit d'agir aux seules personnes qu'elle qualifie pour élever ou combattre une prétention, ou pour défendre un intérêt déterminé. » ;

Attendu qu'il résulte des pièces de la procédure, en l'occurrence du contrat de sous-traitance du 06/10/2020 intervenu entre l'Entreprise SAUR (Société d'Aménagements Urbains et Ruraux et l'Entreprise SETPOT (Service A Tous Et Pour Tous) que « le contractant » qu'est la SAUR y a été représentée par M. Abba Saley et « le sous-traitant » par M. Habibou Ali;

Attendu qu'il est indéniable que si Habibou Ali ne représentait pas légalement la SETPOT au cours de l'exécution dudit contrat, il a déjà été attrait pour faux et usage de faux devant les juridictions ou même à la Gendarmerie lors de la plainte classée sans suite ;

Attendu qu'au vu des développements précédents, il y a lieu de dire que c'est par mauvaise foi que la défenderesse cherche à tout prix à faire déclarer irrecevable la demande de Habibou Ali Barmini;

Qu'il convient dès lors de rejeter cette exception d'irrecevabilité ;

Sur le caractère de la décision

Attendu que les parties ont conclu conformément au calendrier de la mise en état et elles ont, en outre reçu notification de l'ordonnance de clôture ;

Qu'elles ont toutes été représentées à l'audience par l'organe de leur conseil ; Qu'il y a dès lors lieu, de statuer contradictoirement ;

4. Sur la recevabilité de l'action

Attendu que l'action du requérant a été introduite conformément aux prescriptions légales ; Qu'elle sera déclarée recevable ;

B. AU FOND

1. Sur la demande en remboursement

Attendu qu'aux termes **de l'article 1315 du Code civil : « celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.**

Réciproquement, celui qui se prétend libérer doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation » ;

Attendu qu'en l'espèce, Habibou Ali Barmini réclame la condamnation de SETPOT à lui payer les sommes de 2.653.940 F CFA au titre du trop-perçu lors de l'exécution du contrat de sous-traitance querellé et 3.000.000 F CFA au titre de sa représentation;

Qu'il invoque les dispositions des articles 1134 et 1184 alinéa 1^{er} et 4 du code civil pour faire valoir ses prétentions ;

Attendu que s'agissant du trop-perçu, il soutient qu'il a remis la somme de 10.439.360 F CFA entre les mains de Habibou Moussa alors Gérant de la SETPOT alors que ce dernier n'a effectué que des travaux évalués à la somme de 8.274.500 F CFA, d'où la différence est de 2.653.940 F CFA dont il réclame le paiement ;

Qu'il fortifie ses prétentions en produisant au dossier une copie d'un rapport d'évaluation du contrat de sous-traitance de l'Entreprise SETPOT établi le 18 Octobre 2022 par Nassirou Ali, Expert-Comptable ;

Attendu que Me Abdou Léko ABOUBACAR rétorque qu'Habibou Ali n'a envoyé en compte-goutte que la somme de 10.453.360 F CFA à l'Entreprise SETPOT alors que cette dernière a dépensé le montant de 11.722.000 F CFA dans le cadre de l'exécution du contrat qui l'avait lié à l'Entreprise SAUR ; Que c'est lui en revanche qui doit une différence de 1.268.640 F CFA à l'Entreprise SETPOT ;

Que pour fortifier ses prétentions, l'Entreprise SETPOT fournit aux pièces de la procédure un tableau récapitulatif ;

Attendu qu'il résulte de la procédure, notamment du rapport d'expertise fourni par le requérant et du tableau récapitulatif versé par la défenderesse que, si l'expertise a été effectuée par un "sachant" voire un "homme de l'art" qu'est Nassirou Ali-Expert-Comptable assermenté, il n'en demeure pas moins que le tableau récapitulatif ne repose sur aucune base tangible dans la mesure où, ce document qui n'est même pas signé et daté, ne comporte aucune indication quant à son auteur ;

Attendu qu'il résulte du rapport d'expertise ci-dessus cité, que le coût des travaux effectués l'Entreprise SETPOT a été évalué à la somme de 8.274.500 F CFA alors qu'elle a reçu un montant de 10.928.440 F CFA, d'où la SETPOT doit lui rembourser la somme de 2.653.940 F CFA à titre de trop-perçu;

Attendu par ailleurs que ce rapport d'expert produit au dossier a été notifiée

l'Entreprise SETPOT qui, n'a soulevée aucune contestation contre ledit rapport d'expertise ;

Attendu qu'à la lumière des développements ci-dessus, il convient de conclure que cette branche de demande de Habibou Ali Barmini est fondée et de condamner l'Entreprise SETPOT à payer à ce dernier ledit montant à titre de remboursement du trop-perçu lors de l'exécution du contrat de sous-traitance querellé;

2. Sur le dédommagement au titre de la représentation et de la société de fait

Attendu que le requérant sollicite aussi la condamnation de la défenderesse à lui verser la somme de 3.000.000 F CFA correspondant à son dédommagement dans le cadre de la représentation et de la société de fait ;

Que Me Yahaya ABDU prétend que Habibou Ali Barmini a représenté l'entreprise SETPOT tout au long de la conclusion du contrat et de l'exécution partielle dudit contrat ; Qu'en plus, en vertu de la société de fait qui a existée entre les parties, il a droit à une rétribution ;

Attendu qu'aux termes **de l'article 1315 du Code civil : « celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.**

Réciproquement, celui qui se prétend libérer doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation » ;

Attendu qu'il résulte de la procédure que s'il est incontestable que dans le cadre du contrat de sous-traitance, Habibou Ali Barmini a représenté l'Entreprise SETPOT, il n'en demeure pas moins qu'il n'a pas prouvé quelle est sa contrepartie dans le cadre de cette représentation ;

Attendu que relativement à la société de fait, aux termes de l'article 864 de l'AU/SC/GIE dispose : « il y a société de fait lorsque deux ou plusieurs personnes physiques ou morales se comportent comme des associés sans avoir constitué entre elles l'une des sociétés reconnues par le présent acte uniforme » ;

Quant à l'article 4 du même Acte Uniforme, il précise que « la société commerciale est créée par deux ou plusieurs personnes qui conviennent par un contrat, d'affecter à une activité des biens en numéraire ou en nature, ou en industrie, dans le but de partager le bénéfice ou de profiter de l'économie qui peut en résulter, les associés s'engagent à contribuer aux pertes dans les conditions prévues par le présent acte uniforme.

Que la société commerciale est créée dans l'intérêt commun des associés » ;

Qu'il ne ressort aucune pièce du dossier démontrant que les deux (02) parties exploitent ensemble une société ;

Qu'en l'espèce, il y a certes, un contrat de sous-traitance entre l'Entreprise SAUR (Société d'Aménagements Urbains et Ruraux, représentée par Abba Saley et l'Entreprise SETPOT (Service A Tous Et Pour Tous), représentée par Habibou Ali avait signé un contrat de sous-traitance avec SETPOT SARL pour la construction de lignes électriques dans la ville de Madaoua dans le cadre du Projet PEPERN, mais il n'y a pas l'élément indispensable à la constitution d'une société : l'affectio

societatis duquel résulte cette volonté d'investir en commun et de partager les bénéfices et pertes ;

Attendu qu'en application de la combinaison des dispositions des articles 4 et 864 de l'AUSC/GIE, il convient de constater qu'il n'y a pas de société de fait entre les parties ;

Qu'il y a dès lors lieu de rejeter cette branche de demande du requérant ;

Attendu en fin que Habibou Ali Barmini réclame la condamnation de l'Entreprise SETPOT à lui payer le montant de 25.000.000 F CFA pour dénonciation calomnieuse et ce, sur le fondement des articles 1382 du code civil et 15 du code de procédure civile ;

Attendu que l'article 1382 du code civil dispose que : « tout fait quelconque de l'homme qui cause un dommage oblige à autrui oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer »;

Attendu qu'il est indéniable qu'il résulte des pièces de la procédure que Habibou Ali Barmini a été interpellé et gardé à vue en Février 2021 à la Gendarmerie de Niamey sur plainte de Habibou Moussa, gérant de l'Entreprise SETPOT obligeant ainsi son supérieur hiérarchique Boukari Barmo Abdoul Aziz à y faire un versement partiel suivant d'une reconnaissance de dette et la prise d'un engagement afin d'obtenir sa libération ; Que par la suite, le compte bancaire de ce dernier fut saisi, avant d'être convoqué devant le Tribunal d'Arrondissement Communal Niamey IV qui a classé l'affaire sans suite de la plainte déposée contre le requérant ;

Que cette humiliation du requérant devant la Gendarmerie, ensuite devant les Tribunaux pour une action définie à l'article 15 du code de procédure civile comme : «.....malicieuse, vexatoire, dilatoire, ou qui n'est pas fondée sur des moyens sérieux, constitue une faute ouvrant droit à réparation... » ;

Mais, attendu que bien que le requérant a subi d'énorme préjudice du fait de Habibou Moussa, il n'en demeure pas moins que le montant réclamé par ce dernier paraît très excessif et doit être ramené à des justes proportions ;

Qu'il convient ainsi de condamner l'Entreprise SETPOT à verser cette somme à ce dernier ;

2. Sur la demande reconventionnelle de l'Entreprise SETPOT

Attendu que Me Abdou Léko ABOUBACAR invoque les dispositions des articles 1 et 5 du code de procédure civile pour demander, à titre reconventionnel la condamnation du requérant à lui verser la somme de 15.000.000 F CFA au motif qu'il a attiré l'Entreprise SETPOT de juridiction en juridiction pour une action totalement infondée et purement vexatoire ;

Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} du code de procédure civile invoqué par ce conseil: « Les dispositions du présent code s'appliquent devant toutes les juridictions civiles, commerciales et sociales, sous réserve des règles spéciales à chacune d'elle » ;

Mais attendu que l'action malicieuse, vexatoire... à laquelle fait référence Me Abdou Léko Aboubacar est prévu non à l'article 5 du code de procédure civile mais

plutôt à l'article 15 dudit code qui dispose que : « l'action malicieuse, vexatoire, dilatoire, ou qui n'est pas fondée sur des moyens sérieux, constitue une faute ouvrant droit à réparation. Il en est de même de la résistance abusive à une action bien fondée. » ;

Attendu cependant que selon les dispositions de l'article 2 du code précité : « Toute personne a le droit de saisir les juridictions nationales compétentes de tout acte violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus et garantis par la Constitution, les conventions internationales, les lois et les règlements en vigueur » ;

Attendu qu'en l'espèce, l'action du requérant n'est ni malicieuse, ni vexatoire, ni dilatoire, ni abusive dans la mesure où elle est fondée sur des moyens sérieux ci-dessus exposés ; que mieux, à travers sa demande, il essentiellement eu gain de cause ;

Qu'il convient dès lors de rejeter la demande reconventionnelle formulée par le conseil de l'Entreprise SETPOT comme étant mal fondées ;

3. Sur l'exécution provisoire

Attendu par ailleurs que la requérante sollicite à ce qu'il soit ordonné l'exécution provisoire de la décision nonobstant toutes voies de recours ;

Attendu qu'aux termes **de l'article 51 alinéa 1 de la loi 2019 sur les tribunaux de commerce, « l'exécution provisoire du jugement est de droit lorsque le taux de la condamnation est inférieur à cent millions (100.000.000) de francs CFA... »;**

Qu'en l'espèce, le taux de la condamnation prononcée étant inférieure au montant de 100.000.000 F CFA, il en résulte que l'exécution provisoire est de droit ;

Qu'il y a ainsi lieu de l'ordonner et ce, nonobstant toutes voies de recours et sans caution;

4. Sur les dépens

Attendu que la SETPOT a succombé à l'instance ; Qu'elle sera condamnée à supporter les dépens et ce, conformément aux dispositions de l'article 391 du code de procédure civile;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en premier et dernier ressort :

En la forme

- Rejette les exceptions d'incompétence et de litispendance et de connexité soulevée par le conseil de l'Entreprise Service A Tous Et Pour Tous (SETPOT) comme étant mal fondées ;
- Reçoit aussi bien la demande de Habibou Ali Barmini que la demande reconventionnelle de l'Entreprise Service A Tous Et Pour Tous (SETPOT);

Au fond

- Condamne l'Entreprise Service A Tous Et Pour Tous (SETPOT) à payer à Habibou Ali Barmini la somme de 2.653.940 F CFA à titre de remboursement de trop-perçu;
- Rejette sa demande en dédommagement au titre de la représentation et de la société de fait comme mal fondée;
- Lui alloue cependant, la somme de 2.500.000 F CFA à titre de dommages-intérêts pour toutes causes de préjudices confondus et condamne l'Entreprise Service A Tous Et Pour Tous (SETPOT) à lui payer ledit montant ;
- Rejette la demande reconventionnelle de l'Entreprise Service A Tous Et Pour Tous (SETPOT) comme étant mal fondée ;
- Ordonne l'exécution provisoire de la présente décision, à compter de son prononcé et ce, nonobstant toutes voies de recours et sans caution;
- Condamne l'Entreprise Service A Tous Et Pour Tous (SETPOT) aux dépens ;

Avis de pourvoi : un (01) mois devant la cour de cassation à compter du jour de sa signification de la décision par requête écrite et signée au greffe du tribunal de commerce de céans.

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique le jour, mois et an que dessus. En foi de quoi le présent jugement a été signé, après lecture, par le Président et la greffière.

Le Président

La Greffière

Suivent les signatures

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY, le 16 Février 2023

Le GREFFIER EN CHEF P.O